

Déclaration intersyndicale FSU, Sud Education, SE-UNSA, SGEN-CFDT et FNEC-FP-FO au CTSD du 20 janvier
--

La grève du 13 janvier dernier par son ampleur, a fait prendre conscience à l'opinion publique et même au gouvernement des errements du ministère de l'éducation nationale. Il n'a pas protégé et sécurisé les écoles, les élèves et les personnels. Il n'a pas investi suffisamment et n'a jamais pris au sérieux les alertes des organisations syndicales. Il a enfin usé les personnels par ses protocoles inadaptés et a fragilisé le service public par ses réformes.

Ainsi, nous estimons urgent que soient immédiatement reportées les épreuves de spécialités au baccalauréat de mars, que soient annulées les évaluations de mi-CP, que soient créés tous les postes nécessaires pour assurer les remplacements, au-delà du recours aux listes complémentaires dans le premier degré annoncées, et que soient dotées les écoles et établissements en matériel de protection en nombre suffisant, bien au-delà des volumes annoncés et y compris pour les élèves.

Dans l'académie, la suppression de 54 postes dans le second degré ne risque pas de répondre à ces besoins urgents pour la rentrée 2022. Les quelques heures de DHG proposées en plus pour les collèges de la Manche ne permettront pas de réparer la casse de l'an dernier où 33 ETP avaient été supprimés et un collège public fermé.

L'Intersyndicale FSU, Sud Education, SE-UNSA, SGEN-CFDT et FNEC-FP-FO demande donc l'annulation des suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine et un collectif budgétaire pour permettre des recrutements à la hauteur des besoins et réduire les effectifs dans les classes. Il faut aussi répondre aux revendications des AED et AESH, en première ligne face à la crise sanitaire et sa gestion catastrophique.